

Annule et remplace le précédent

EXPOSE DES MOTIFS ET PROJET DE DECRET

accordant un crédit d'investissement de CHF 12'000'000.- pour financer en 2011 les investissements périodiques des hôpitaux privés reconnus d'intérêt public

1 PRÉSENTATION DU PROJET

1.1 Synthèse

L'objectif du présent EMPD est de demander un financement de CHF 12 millions en 2011 pour les investissements périodiques (normaux et urgents) des hôpitaux privés reconnus d'intérêt public (objet N° 400'120, inscrit au budget d'investissement). Ce montant est identique à celui de 2010. Ces investissements sont à amortir sur une année.

Le budget 2011 prévoit également un crédit de CHF 6 millions pour des investissements périodiques lourds, dans des hôpitaux privés reconnus d'intérêt public, à amortir sur une année (objet N° 400'166, inscrit au budget d'investissement). L'EMPD pour ces investissements sera présenté ultérieurement.

1.2 Bases juridiques

L'activité hospitalière nécessite des investissements importants pour la construction d'immeubles, l'achat d'équipements médicaux et techniques ainsi que l'entretien de l'ensemble de ses infrastructures. En 2011 encore, ces investissements ne sont pas financés par l'assurance obligatoire des soins (art. 49 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie LAMal). En vertu de la loi sur la planification et le financement des établissements sanitaires d'intérêt public (LPFES) du 5 décembre 1978, ces investissements doivent donc être financés par l'Etat s'ils concernent des hôpitaux reconnus d'intérêt public. Dès 2012, les charges relatives à ces investissements seront financées grâce aux recettes tarifaires perçues par les hôpitaux à cet effet. 2011 est donc la dernière année où les investissements périodiques sont soumis au Grand Conseil sous la forme d'un tel EMPD.

Selon la LPFES actuelle, les investissements pour les hôpitaux privés reconnus d'intérêt public (RIP) sont financés de trois manières, selon leur montant:

- a. Les investissements inférieurs à CHF 15'000.- sont compris dans les budgets d'exploitation des hôpitaux (co-financés essentiellement par les assureurs et l'Etat).
- b. Les investissements compris entre CHF 15'000.- et CHF 1'000'000.-, intitulés "investissements

périodiques" (IP), sont inscrits au budget d'investissement de l'Etat et le montant total doit dès lors être libéré par la présentation d'un EMPD à l'approbation du Grand Conseil (art. 26 LPFES).

Selon leur nature, ce sont :

- des investissements périodiques (normaux et urgents), amortis sur 5 ans
- des investissements périodiques dits "lourds" qui concernent exclusivement des objets techniques de remise à niveau des bâtiments ou des infrastructures (toitures, façades, fenêtres, ventilations, production de chaud ou de froid,...), amortis sur 20 ans.

Tous les investissements périodiques (normaux, urgents et lourds) sont traités dans le cadre de la même procédure d'analyse, de sélection et d'attribution.

c. Les investissements supérieurs à CHF 1'000'000.- font l'objet d'une garantie de l'Etat et d'une prise en charge du service de la dette accordées par décret du Grand Conseil et dont la charge annuelle figure au budget de fonctionnement du SSP, à la rubrique 3654 "Aides et subventions pour l'hygiène et la santé publique". La durée d'amortissement est de 25 ans.

1.3 Définition du budget des investissements périodiques normaux et urgents

Dans le cadre de la procédure des investissements périodiques 2011, 212 demandes ont été déposées par les hôpitaux et ceci pour un montant de CHF 23.7 millions environ (part vaudoise uniquement dans le cas des établissements inter cantonaux). Les Commissions médicale et technique ont préavisé 88 objets en priorité 1 (urgents et prioritaires) pour un total de CHF 7.620 millions environ pour les investissements périodiques normaux, y compris une réserve pour les "divers et imprévus", et CHF 4.380 millions environ pour des demandes d'investissements urgents et imprévisibles.

1.3.1 Procédure de sélection des investissements périodiques (IP)

Investissements périodiques normaux

La procédure de détermination dure 14 mois et commence donc fin octobre deux ans avant l'année des dépenses, lorsque le SSP adresse à chaque hôpital privé reconnu d'intérêt public un formulaire de demandes d'IP. Les établissements retournent leurs demandes d'investissements au SSP à la mi-mars de l'année suivante, dûment motivées et documentées et accompagnées d'au moins trois offres.

Les demandes sont analysées par le SSP et ensuite soumises en avril – mai pour préavis:

- à la commission des IP médicaux (composée de médecins et de représentants des hôpitaux et du SSP) pour les investissements médicaux,
- à la commission des IP techniques (composée d'architectes du SSP et des responsables des services techniques des hôpitaux) pour les investissements non médicaux.

Chacune de ces demandes d'IP dits "normaux", reçoit un des préavis suivants:

a) Priorité 1 "Justifié et prioritaire"

Selon les principes d'évaluation des commissions, les demandes préavisées en priorité 1 concernent des investissements indispensables pour permettre à l'établissement de remplir sa mission. Les investissements préavisés en priorité 1 répondent à un ou plusieurs des critères suivants:

- garantir la sécurité des patients et du personnel
- assurer la qualité des soins
- répondre aux besoins de la population
- générer des économies
- éviter des surcoûts.

Les commissions peuvent, cas échéant, aussi recommander qu'une demande d'IP normal soit réalisée immédiatement par le biais des IP urgents.

b) Priorité 2 "Justifié, non prioritaire"

Les demandes préavisées en priorité 2 sont celles jugées comme justifiées mais qui peuvent être reportées ou, en cas de panne définitive, faire l'objet d'un investissement urgent.

c) Priorité 3 "Non justifié"

Les demandes préavisées en priorité 3 sont celles qui ne remplissent les critères ni de la priorité 1, ni de la priorité 2 et elles sont donc refusées.

Sur la base des préavis des commissions, le Chef de service adresse ses déterminations provisoires sur chaque demande aux hôpitaux concernés.

Les établissements peuvent demander au SSP une audition de réexamen des déterminations provisoires. Ces auditions sont conduites par un groupe interne du SSP, présidé par un délégué du Chef de service et composé des présidents des Commissions des IP. Selon les informations supplémentaires reçues lors des auditions, le groupe maintient ou modifie les décisions provisoires. Le Chef de service établit ses déterminations définitives, qui sont ensuite communiquées aux établissements.

Les établissements peuvent formuler un recours contre les déterminations définitives du SSP auprès du chef du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS), qui statue, sous réserve de l'approbation du budget par le Conseil d'Etat et le Grand Conseil.

Investissements périodiques urgents

Les investissements périodiques comprennent des investissements imprévisibles et urgents nécessaires en cours d'année pour réparer ou remplacer des équipements et infrastructures essentiels aux hôpitaux pour accomplir leurs missions. Une partie du budget des IP est donc réservée aux investissements périodiques urgents. Les principes d'octroi des IP urgents sont les mêmes que pour les IP normaux. La procédure pour établir les préavis est par contre simplifiée.

Etant donné qu'il est impossible de réunir la commission concernée pour chaque demande, elles sont soumises pour préavis aux Présidents des Commission des IP en fonction de leur nature (médicale ou technique). En cas d'acceptation, le responsable de la rubrique budgétaire vérifie la disponibilité du budget et les déterminations définitives sont confirmées selon les mêmes dispositions décisionnelles que pour les IP normaux, dans le respect du "dispositif de délégations en matière de crédits d'étude et de crédits d'investissement des établissements sanitaires privés reconnus d'intérêt public" (C.E le 15/04/1998) soit:

- par le chef du SSP jusqu'à CHF 200'000
- par le chef du DSAS entre CHF 200'000 et CHF 500'000
- par le CE entre CHF 500'000 et CHF 1'000'000.

1.3.2 Gestion du budget

La gestion du budget pour les investissements périodiques se fait de manière globale par une procédure en plusieurs étapes, comme indiqué ci-dessous.

• Attribution d'une réserve pour les IP urgents

Sur le budget alloué, environ un tiers est réservé pour financer les IP urgents et le solde reste à disposition pour les IP normaux selon les déterminations des commissions médicale et technique.

• Répartition entre les IP médicaux et les IP techniques

La répartition entre les montants demandés entre les IP médicaux et les IP techniques peut varier fortement d'une année à l'autre et détermine la répartition du budget entre les deux commissions.

Ces montants peuvent encore être modifiés, cas échéant, en fonction des priorités établies lors de l'évaluation des demandes et des auditions de réexamen.

Le montant des IP normaux intègre une réserve pour "divers et imprévus".

• *Système des vases communicants*

Pour chaque investissement accordé, un montant est alloué sur la base des offres présentées. En cas de dépassement du montant accordé, les coûts supplémentaires sont à la charge de l'hôpital, à l'exception de dépassements non prévisibles sur lesquels le SSP statue de cas en cas.

A l'opposé, lorsque des investissements sont réalisés à moindres frais, le SSP utilise les montants économisés soit pour compenser les dépassements d'autres investissements normaux, soit pour financer des investissements urgents.

Ce système des vases communicants permet une gestion optimale des montants inscrits au budget des investissements périodiques, tant pour les investissements normaux que pour les investissements urgents.

1.4 Investissements périodiques 2011

Les montants des investissements demandés et accordés pour 2011, répartis par établissements et par catégories (médicale / technique), sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Montants évalués sur la base de devis 2010 - TVA comprise

Etablissements	Demandes Montant CHF	Investissements accordés		
		Montant CHF IP médicaux	Montant CHF IP techniques	Montant CHF
Hôpital Riviera ¹	1'326'900	804'500	140'700	945'200
Groupement hospitalier de l'Ouest lémanique ²	7'391'000	1'556'200	684'400	2'240'600
Ensemble hospitalier de La Côte ³	5'372'000	526'700	619'000	1'145'700
Etablissements hospitaliers du nord vaudois ⁴	4'650'700	1'192'100	592'800	1'784'900
Hôpital inter cantonal de la Broye s (Part Vaudoise)	1'598'290	384'990	350'960	735'950
Hôpital de Chablais ⁶ (Part Vaudoise)	1'369'800	310'050	18'800	328'850
Hôpital de Lavaux	517'000	0	0	0
CSSC de Ste-Croix	1'199'000	0	198'000	198'000
Hôpital du Pays-d'Enhaut	107'000	0	0	0
Institution de Lavigny	0	0	0	0
Fondation de Nant	163'600	0	46'400	46'400
Fondation Rive Neuve	0	0	0	0
Sous total IP normaux	23'695'290	4'774'540	2'651'060	7'425'600
Réserve IP normaux				194'400
Total IP normaux CHF				7'620'000
Réserve IP urgents CHF				4'380'000
Total CHF				12'000'000

1 : Samaritain, Montreux, Providence, Mottex

2 : Nyon, Rolle

3 : Morges, Aubonne, La Côte

4 : Yverdon, Chamblon, St-Loup, Orbe, La Vallée

5 : Payerne, Estavayer-Le-Lac

Hôpital inter-cantonal avec une part VD de 50.1% et une part FR de 49.9%

6 : Aigle, Monthey

Hôpital inter-cantonal avec une part VD de 45% et une part VS de 55%

2 MODE DE CONDUITE DU PROJET

En ce qui concerne les investissements, les hôpitaux de la FHV sont les maîtres d'ouvrage.

Dès que le montant est accordé par le Grand Conseil, les établissements effectuent les travaux ou les acquisitions et règlent les factures. Le SSP rembourse les établissements sur la base d'un dossier comportant au minimum et pour chaque objet : factures originales acquittées, bons de livraison ou procès-verbaux de fin de travaux et avis de débits bancaires.

3 CONSEQUENCES

3.1 Conséquences sur le budget investissement

Pour financer ces investissements, il est proposé d'utiliser CHF 12 millions (objet N° 400'120), inscrits au budget d'investissement 2011.

En milliers de francs

Intitulé	Année 2011	Année 2012	Année 2013	Année 2014	Total
a) Transformations immobilières : dépenses brutes	12'000				12'000
a) Transformations immobilières : recettes de tiers	0				0
a) Transformations immobilières : dépenses nettes à charge de l'Etat	12'000				12'000
b) Informatique : dépenses brutes	0				0
b) Informatique : recettes de tiers	0				0
b) Informatique : dépenses nettes à charge de l'Etat	0				0
c) Investissement total : dépenses brutes	12'000				12'000
c) Investissement total : recettes de tiers	0				0
c) Investissement total : dépenses nettes à la charge de	12'000				12'000

l'Etat					
---------------	--	--	--	--	--

Conformément aux nouvelles règles de financement hospitalier découlant de la révision de la LAMal, l'Etat ne financera plus directement les investissements des hôpitaux dès le 1er janvier 2012. Ainsi, uniquement les engagements des dépenses effectuées jusqu'au 31 décembre 2011 sur la base de prestations effectivement réalisées et de matériel effectivement livré à cette date seront honorés par l'Etat par l'intermédiaire de ce décret. En conséquence, les montants du présent crédit non engagés au 31 décembre 2011 seront échus et ne pourront plus être utilisés (v. art. 3 du projet de décret).

3.2 Amortissement annuel

L'amortissement du crédit d'investissement de CHF 12'000'000 est prévu sur une année.

3.3 Charges d'intérêt

Pas de charges d'intérêt étant donné l'amortissement intégral de cet investissement en 2011.

3.4 Conséquences sur l'effectif du personnel

Néant.

3.5 Autres conséquences sur le budget de fonctionnement

Néant.

3.6 Conséquences sur les communes

Néant.

3.7 Conséquences sur l'environnement, le développement durable et la consommation d'énergie

Les projets seront réalisés dans un souci permanent de préservation de l'environnement, d'intégration des données du développement durable et de maîtrise de la consommation d'énergie, qu'ils aient ou non une relation directe avec ceux-ci.

3.8 Programme de législature (conformité, mise en œuvre, autres incidences)

Le montant demandé est conforme au programme de législature du Conseil d'Etat concernant le budget d'investissement de l'Etat, fixé à CHF 300 millions pour 2011.

3.9 Loi sur les subventions (application, conformité)

L'EMPD est conforme aux critères d'opportunité et de subsidiarité de la loi sur les subventions.

D'une part, l'ensemble des travaux/acquisitions sont des nécessités avérées (v. ch. 3.10 ci-dessous) et le montant pour les financer est disponible dans le cadre du budget d'investissement de l'Etat en 2011 (opportunité). D'autre part, le budget des investissements périodiques étant insuffisant depuis de nombreuses années, les hôpitaux de la FHV ont financé de nombreux investissements par le biais de leurs fonds propres (subsidiarité).

3.10 Conformité de l'application de l'art. 163 Cst-VD

Selon l'art. 163, alinéa 2 de la Constitution vaudoise, toute charge nouvelle doit être compensée ou faire l'objet d'une hausse d'impôts, à moins qu'il ne s'agisse de dépenses liées. Une dépense est liée si le principe, l'ampleur et le moment où elle peut être engagée sont imposés par une disposition légale en vigueur ou par l'exécution d'une tâche publique préexistante.

a) L'exercice d'une tâche publique

Comme relevé plus haut, cette dépense se fonde sur la LAMal et la LPFES.

b) Quotité de la dépense

Seuls les travaux ou les acquisitions notés en Priorité 1 "Justifié et prioritaire", donc indispensables pour permettre aux hôpitaux privés reconnus d'intérêt public de remplir leurs missions, ont été retenus par le Service de la santé publique.

Le mode de sélection des projets et l'assurance d'arrêter le coût définitif de chaque objet sur la base de l'analyse de trois devis permettent d'affirmer que les dépenses sont réalisées au plus juste prix.

La quotité de la dépense est donc limitée au strict nécessaire.

c) Moment de la dépense

Seuls les travaux / acquisitions préavisés en priorité 1 ont été retenus. Ils sont par ailleurs indispensables à la sécurité des patients et du personnel.

d) Conclusion

Comme pour les IP entre 2004 et 2010, il n'y a aucune marge de manoeuvre et les charges induites par l'EMPD doivent être considérées comme liées selon l'art. 163 Cst-Vd.

3.11 Plan directeur cantonal (conformité, mise en œuvre, autres incidences)

Néant.

3.12 RPT (conformité, mise en œuvre, autres incidences)

Néant.

3.13 Simplifications administratives

Néant.

3.14 Récapitulation des conséquences du projet sur le budget de fonctionnement

en milliers de francs

Intitulé	Année	Année	Année	Année	Année	Total
	2011	2012	2013	2014	2015	
Personnel supplémentaire (ETP)	0	0	0	0	0	0
Frais d'exploitation	0	0	0	0	0	0
Charge d'intérêt	0	0	0	0	0	0
Amortissement	12'000	0	0	0	0	12'000
Prise en charge du service de la dette	0	0	0	0	0	0
Autres charges supplémentaires	0	0	0	0	0	0
Total augmentation des charges	12'000	0	0	0	0	12'000
Diminution de charges	0	0	0	0	0	0
Revenus supplémentaires	0	0	0	0	0	0
Total net	12'000	0	0	0	0	12'000

4 CONCLUSION

Vu ce qui précède, le Conseil d'Etat prie le Grand Conseil d'adopter le projet de décret ci-après.

Liste des IP attribués en 2011

Montants évalués sur la base de devis 2010.

TVA comprise

Hôpital Site	Intitulé	Investissements accordés CHF				Total CHF
		Par objet	Part VD	M: médical	T: technique	
Hôpital Riviera¹						
Samaritain	Appareil d'anesthésie, salle 3	120'400	120'400			
Montreux	Appareil d'anesthésie, salle 3,	120'400	120'400			
Samaritain	Ultrasonographe, sondes, RX	195'000	195'000			
Providence	Tour d'arthroscopie, salle d'opération	76'100	76'100			
Montreux	Ventilateur de SI	53'600	53'600			
Samaritain	Lit Hillrom, Totalcare Duo, soins intensifs	37'300	37'300			
Samaritain	Tour laparoscopique no 2, salle d'opération	68'100	68'100			
Providence	Ampli. de brillance no 1, s.d'op., Providence	133'600	133'600			
Montreux	Chaîne de distribution repas, cuisine	32'800	32'800	804'500		
Providence	Four Combisteamer Rational GN2/1	31'700	31'700			
Providence	Tunnel de lavage vaisselle, cuisine	76'200	76'200			
					140'700	945'200
Groupement hospitalier de l'Ouest lémanique²						
Nyon	Automate combiné immunochimie-chimie	144'400	144'400			
Nyon	Deux moniteurs de surveillance d'anesth. bloc op.	46'900	46'900			
Nyon	Colonne de laparoscopie, gynécologie-chirurgie	80'000	80'000			
Nyon	Machines de réserve hémodialyse	35'000	35'000			
Nyon	Armoire de stockage-séchage	47'000	47'000			
Nyon	Tour arthroscopie orthopédie	70'000	70'000			
Rolle	Table de radiologie	558'000	558'000			
Nyon	Remplacement table d'opération	48'200	48'200			
Nyon	Echographe avec sondes pour échographie générale type Phillips IU 22, bloc opératoire ambulatoire	80'000	80'000			
Nyon	Echographe avec sondes pour échographie générale type Phillips IU 22, radiologie	177'000	177'000			
Nyon	Défibrillateur bi-phasique, soins intensifs	18'000	18'000			
Nyon	Lave-endoscopes pneumologies	77'000	77'000			
Nyon	Arceau de radioscopie mobile, service des urgences	116'000	116'000			
Nyon	Acquisition d'un respirateur, service d'urgences	58'700	58'700			
Rolle	Chaîne de distribution	20'000	20'000	1'556'200		
Nyon	Réfection de 6 offices-pharmacies des unités	120'000	120'000			
Nyon	Echange faux-plafonds des cuisines 2ème partie	19'700	19'700			
Nyon	Laveur-désinfecteur stérilisation	67'900	67'900			
Nyon	Stérilisateur à vapeur stérilisation	110'800	110'800			
Nyon	Compacteur à cartons	18'000	18'000			
Rolle	Remplacement chaudières	328'000	328'000			
					684'400	2'240'600
Ensemble hospitalier de La Côte³						
Morges	Incubateur	55'000	55'000			
Morges	Bistouri électrique + Argon	49'000	49'000			
Morges	Générateur de radiofréquence	50'700	50'700			
Morges	Lits d'enfants type parc	42'000	42'000			
Morges	Enceinte de stockage des endoscopes thermosensibles	55'000	55'000			
Morges	Salle de radiologie conv. numérisée (suite 2010)	275'000	275'000			
Gilly	Remplacement des faux plafonds	49'000	49'000	526'700		
Aubonne	Mise en conformité des ventilations	261'000	261'000			
Morges	Peinture de la prise d'air principale	34'000	34'000			
Morges	Aménagement des vidoirs	111'000	111'000			
Morges	Rafraîchissement des locaux sutures, isolement et ultrasons	25'000	25'000			
Morges	Ventilation, centrale d'extraction	121'000	121'000			
Morges	Remplacement de la CPU du bloc d'accouchement	18'000	18'000			
					619'000	1'145'700

Hôpital Site	Intitulé	Investissements accordés CHF				
		Par objet	Part VD	Médical	Technique	Total CHF
Etablissements hospitaliers du Nord vaudois ⁴						
Yverdon	1 Appareil d'anesthésie	131'400	131'400			
Yverdon	1 Appareil à ultrasons portable	41'800	41'800			
Yverdon	1 CTG avec télémétrie	25'200	25'200			
Yverdon	2 Unités de numérisation	289'500	289'500			
Yverdon	1 Table d'opération avec 2 plateaux	160'000	160'000			
Yverdon	1 Respirateur	74'600	74'600			
St-Loup	1 Armoire de rangement des endoscopes	41'900	41'900			
St-Loup	1 Station d'anesthésie + moniteur	120'000	120'000			
St-Loup	1 Moteur chirurgie prothétique complet avec accumulateur	42'200	42'200			
St-Loup	1 Table d'opération	77'000	77'000			
La Vallée	1 Table de radiologie télécommandée	188'500	188'500			
Yverdon	1 Fourneau de cuisine	61'800	61'800			
St-Loup	9 Lave-vases	128'700	128'700			
Chamblon	Réfection et adaptation d'une salle de douche au Frêne	21'900	21'900			
Orbe	Réaménagement des locaux du service technique et de la buanderie	229'200	229'200			
Orbe	Modification des bureaux de la policlinique	104'100	104'100			
La Vallée	Remplacement des faux-plafond des couloirs	47'100	47'100			
				1'192'100		
					592'800	
						1'784'900
Hôpital intercantonal de la Broye ⁵			Part vaudoise de 50.1%			
Payerne	Remplacement microscope laboratoire	23'900	11'970			
Payerne	Remplacement échographe radiologie	225'000	112'730			
P./Estavayer	Remplacement plaques phosphore	416'550	208'690			
Payerne	Remplacement pharmacies unités(suite)	103'000	51'600			
Payerne	Installation 1lave-vases en salle réveil	27'300	13'680			
Payerne	Remplacement contacteurs électriques	450'100	225'500			
Estavayer	Rempl. cellule congélation cryogénique	78'900	39'530			
Payerne	Mise à jour système délestage courant	19'900	9'970			
Payerne	Rempl. Armoires stockage stérilisation	18'600	9'320			
Payerne	Rempl. Machine à laver vaisselle	105'710	52'960			
				384'990		
					350'960	
						735'950.00
Hôpital de Chablais ⁶			Part vaudoise de 45%			
Monthey	Amplificateur de brillance - Bloc opératoire	179'000	80'550			
Monthey	Table d'opération - Bloc opératoire	75'000	33'750			
Aigle	Tour complète de laparoscopie - Bloc opératoire	60'000	27'000			
Monthey	Ultrasons - Hôpital de Jour	60'000	27'000			
Aigle	Station d'anesthésie - Anesthésiologie	58'000	26'100			
Monthey	Station d'anesthésie - Anesthésiologie	58'000	26'100			
Aigle	Table d'opération - Bloc opératoire	55'000	24'750			
Monthey	Ultrasons pour écho guidage - Anesthésiologie	40'000	18'000			
Monthey	Lit totalcare - Soins intensifs	40'000	18'000			
Monthey	Lampe scialytique - Bloc opératoire	23'000	10'350			
Monthey	Moniteur d'anesthésie - Anesthésiologie	21'000	9'450			
Monthey	Vidéo laryngoscope - Anesthésiologie	20'000	9'000			
Monthey	Machine à café et chauffe lait - Cuisine	41'780	18'800			
				310'050		
					18'800	
						328'850
CSSC de Ste-Croix						
	Changement des fenêtres (partie Nord)		140'000			
	Braisières		58'000			
				0	198'000	
						198'000
Fondation de Nant						
	Remplacement du mobilier pour les divisions hospitalières		46'400			
				0	46'400	
						46'400

1 : Samaritain, Montreux, Providence, Mottex
2 : Nyon, Rolle
3 : Morges, Aubonne, La Côte
4 : Yverdon, Chamblon, St-Loup, Orbe, La Vallée

5 : Payerne, Estavayer-Le-Lac
Hôpital inter-cantonal avec une part VD de 50.1% et une part FR de 49.9%
6 : Aigle, Monthey
Hôpital inter-cantonal avec une part VD de 45% et une part VS de 55%

Bilan des IP attribués en 2011

	Investissements accordés CHF Part vaudoise uniquement		
	Médical	Technique	Total CHF
Sous-total CHF IP normaux	4'774'540	2'651'060	7'425'600
Réserve CHF "divers et imprévus" IP normaux (7% environ des investissements techniques)			194'400
Total CHF IP normaux			7'620'000
Réserve CHF IP urgents			4'380'000
Total CHF			12'000'000

PROJET DE DÉCRET

accordant au Conseil d'Etat un crédit de CHF 12'000'000 pour financer en 2011 les investissements périodiques des hôpitaux privés reconnus d'intérêt public

du 30 mars 2011

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de décret présenté par le Conseil d'Etat

décète

Art. 1

¹ Un crédit de CHF 12'000'000 est accordé au Conseil d'Etat pour financer en 2011 les investissements périodiques des hôpitaux privés reconnus d'intérêt public, selon la liste annexée.

Ce crédit est composé de CHF 7'620'000 pour financer les investissements périodiques ordinaires planifiés selon la liste annexée et de CHF 4'380'000 pour financer les investissements périodiques urgents et imprévisibles.

Art. 2

¹ Ce montant sera prélevé sur le compte *Dépenses d'investissement* et amorti sur 1 an.

Art. 3

¹ Les montants du présent crédit non engagés au 31 décembre 2011 ne peuvent plus être exploités.

Art. 4

¹ Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret. Il en publiera le texte conformément à l'article 84, alinéa 2, lettre b) de la Constitution cantonale.

² Le présent décret entrera en vigueur dès sa publication.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 30 mars 2011.

Le président :

P. Broulis

Le chancelier :

V. Grandjean